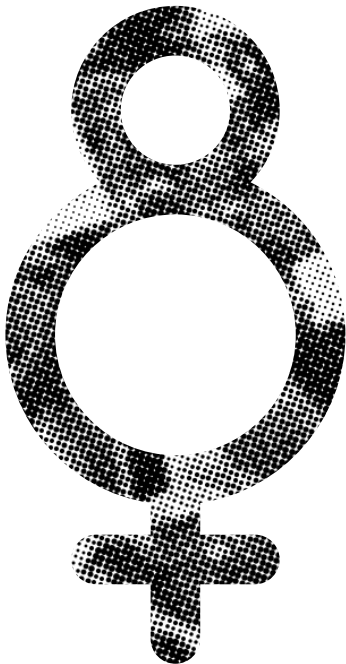


**Revendications générales
de la grève nationale
du 8 mars!**

**Algemene eisen
van de nationale staking
van 8 maart!**



Travail 4 / Werk 14

Frontieres 6 / Grenzen 16

Corps et sexualites 7 / Lichaam en seksualiteit 17

Education 8 / Onderwijs 18

Ecologie 9 / Ecologie 19

Violences 9 / Gewelddaden 19

Ce 8 mars 2019, nous appelons toutes les femmes¹ à cesser leurs activités afin d'envoyer un message fort à toute la société:
"si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête".

Pendant 24h partout dans le pays, plusieurs actions et mobilisations seront menées. Voici les revendications du Collectif.e.f 8 mars. Elles sont le résultat d'une construction collective à continuer. Le but est de proposer une base de revendications à la fois solide et suffisamment large pour permettre à chaque groupe et collectif de se les approprier à sa manière.

Mobilisons nos proches, organisons des actions, agissons ensemble pour porter ces désirs de toute notre force!

1) personnes identifiées comme femmes et/ou se reconnaissant dans cette identité

Travail

Les salaires et les conditions de travail

Nous refusons les discriminations structurelles que subissent les femmes sur le marché du travail exacerbées par des coupes budgétaires. Nous exigeons la fin des temps partiels imposés et des contrats précaires.

Nous revendiquons l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Nous exigeons aussi une réduction collective du temps de travail qui se fasse sans perte de salaire, avec embauches compensatoires, sans réduction de cotisations sociales et sans intensification du travail. La réduction du temps de travail hebdomadaire ne peut pas être compensée par une augmentation de la durée de la vie professionnelle.

Nous refusons les pensions de misère et le relèvement de l'âge légal de départ à la pension.

Nous refusons le remplacement des barèmes par un système fondé sur «la productivité et la compétence».

Nous exigeons la revalorisation des métiers féminisés, leur requalification et la reconnaissance de leur pénibilité. Nous exigeons également la rémunération des stages.

Le travail domestique et le travail du care

Nous refusons d'accepter la division genrée du travail qui implique que les femmes se retrouvent majoritairement dans les métiers sous-valorisés du care (santé, soin aux personnes, éducation...) et qu'elles assument la majorité du travail domestique (charge mentale, nettoyage, tâches ménagères, courses, nourriture, rangement, éducation...) payé ou non payé.

Nous revendiquons la reconnaissance de l'importance primordiale du travail reproductif pour la société et nous exigeons sa prise en charge collective et égalitaire. Par travail reproductif, nous entendons le travail effectué pour assurer la reproduction de la force de travail, travail sous-valorisé et reposant essentiellement sur le travail gratuit des femmes : tâches de soin aux plus jeunes et aux plus âgé.es mais aussi, dans et en dehors de la sphère domestique, un travail organisationnel et émotionnel assigné et rendu invisible : écoute, gestion des émotions et des conflits, charge mentale liée au travail reproductif...

Nous dénonçons l'exploitation spécifique des femmes précarisées et/ou migrantes dans le domaine des soins aux autres.

La sécurité sociale et les services publics

Nous exigeons des services publics (santé, transport, éducation, administration, communication, logements, infrastructures sportives et culturelles) accessibles à toutes et qui correspondent aux besoins des femmes. Nous exigeons particulièrement l'ouverture de plus de crèches publiques.

Nous voulons un accès automatique (sans procédure administrative) aux aides sociales, l'individualisation des droits sociaux sans perte de revenus et l'accès à la pension à 60 ans. Nous voulons la reconnaissance du travail informel dans l'accès aux droits sociaux.

Nous exigeons l'augmentation des congés parentaux sans perte de salaire et avec une répartition égalitaire entre les parents.

Frontieres

Solidarité internationale

Nous sommes solidaires de toutes les luttes contre l'exploitation et pour l'émancipation des femmes qui ont lieu partout dans le monde. Nous rejoignons l'appel à des grèves féministes internationales lancé en 2017 par le mouvement argentin *Ni una menos* et la *Women's Strike* aux Etats-Unis.

Libre circulation des personnes

Nous pensons qu'aucune personne migrante ne doit être considérée comme illégale. Nous exigeons la protection, l'accueil inconditionnel et dans de bonnes conditions de toutes les personnes exilées.

Nous exigeons de prendre en compte la situation spécifique des femmes et des filles migrantes : nous voulons un accès sans condition aux soins de santé, au logement, au travail et à l'éducation.

Nous revendiquons la régularisation de toutes les personnes sans papiers, la fermeture immédiate de tous les centres fermés et l'arrêt des expulsions forcées.

Lutte décoloniale et anti-impérialisme

Nous refusons la participation directe et indirecte (exportation d'armes) de la Belgique aux guerres internationales, dont les femmes sont les premières victimes. Nous refusons également toute forme d'ingérence et d'impérialisme au nom de la protection des femmes et de l'égalité des genres.

Nous exigeons la transmission effective de l'histoire coloniale belge (Congo, Rwanda et Burundi) et du rôle clé qu'elle a joué dans l'enrichissement de la Belgique. L'expertise des femmes de la diaspora africaine impliquées dans la lutte décoloniale doit être reconnue et valorisée.

Corps et sexualites

Nous défendons notre autonomie et notre auto-détermination. Nos vies, nos corps et nos désirs nous appartiennent.
Discriminations

Nous sommes contre un système et une culture machistes qui discriminent selon les corps, les couleurs de peau, les identités de genre et les sexualités. Nous voulons une reconnaissance et une dépathologisation de la diversité de nos corps.

Nous voulons pouvoir aimer qui nous voulons, comme nous le voulons et quand nous le voulons. Nous voulons pouvoir vivre librement nos sexualités en dehors des stéréotypes. Nous voulons que nos corps soient libre de bouger, de choisir et de jouir.

Les femmes lesbiennes, bissexuelles, les personnes trans, intersexes et non-binaires, doivent pouvoir exprimer librement leur identité et leurs sexualités avec une pleine reconnaissance des droits sexuels et reproductifs.

Santé

Nous exigeons des services de santé publique accessibles pour toutes, indépendamment de la situation économique, de la légalité du statut de résidence dans le pays, de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle. Nous voulons que les institutions médicales s'engagent à travailler contre les violences obstétricales et autres violences sur nos corps. Nous exigeons d'avoir les informations nécessaires avant de consentir à tout acte médical.

Avortement et contraception

Nous exigeons que toutes les femmes, quel que soit leur statut, aient un accès gratuit à l'avortement.

Nous exigeons que l'avortement sorte totalement du code pénal et sans aucune condition ni restriction (délai de réflexion, nombre de semaines, "état de détresse", ...)

On veut un accès gratuit à la contraception et rendre accessible à tous les produits de réception de règles.

Education

Nous défendons une éducation laïque et non sexiste incluant une analyse de genre dans toutes les disciplines du curriculum. Nous voulons que soit incorporée dans les programmes scolaires spécifiquement la lutte contre les stéréotypes sexistes et LGBTQIphobes.

Nous exigeons que le programme de l'EVRAS² soit discuté et construit par les organisations qui défendent les droits des femmes et la diversité, et que soit prévu et financé tout le soutien nécessaire pour sa mise en pratique.

Nous revendiquons une éducation à la vie sexuelle et affective complète, ouvrant à la diversité, encourageant l'auto-connaissance, le respect de son corps et intégrant le concept de consentement.

Nous voulons une prévention à l'école des violences sexuelles, des IST³ et des grossesses non désirées.

Nous revendiquons que les filles et les femmes puissent faire l'expérience de leur corps dans tous les espaces et nous luttons contre une répartition genrée des espaces au détriment des libertés des femmes.

2 Education à la vie sexuelle et affective

3 Infections sexuelles transmissibles

Ecologie

Face à l'urgence écologique, et aux dégâts environnementaux qui affectent principalement et plus fortement les femmes partout dans le monde, nous dénonçons un système destructeur utilisant l'environnement comme variable d'ajustement au système économique. Nous revendiquons des politiques fortes permettant d'assurer la lutte contre le réchauffement climatique, une transition écologique durable et respectueuse de la nature (arrêt de l'exploitation des énergies fossiles et des ressources naturelles en général, refus du productivisme).

Violences

Nous luttons pour une reconnaissance, par la société, de toutes les formes de violences faites aux femmes et de leurs multiples conséquences. Nous parlons des féminicides⁴, des violences sexuelles, domestiques, médicales, psychologiques, économiques, sexistes et des multiples formes de harcèlement. Nous parlons des conséquences physiques, psychologiques, économiques et sociales vécues par les victimes et leurs proches, en particulier les enfants. Les violences faites aux femmes doivent être reconnues comme un enjeu sociétal majeur. Le document alternatif⁵ sur la mise en oeuvre de la Convention d'Istanbul en Belgique doit être utilisé comme un document de référence.

La prévention et la sensibilisation

La prévention des violences faites aux femmes doit faire partie des politiques et des investissements publics prioritaires.

4 Féminicide : meurtres de femmes parce qu'elles sont des femmes

5 Rapport réalisé par plusieurs associations et coordonné par la Voix des Femmes <http://www.lavoixdesfemmes.org/web/spip.php?article51>

Il est primordial de développer l'autodéfense féministe, l'éducation au consentement et la sensibilisation contre le sexisme. Nous exigeons la mise en place d'un modèle éducatif non genré, luttant contre les stéréotypes sexistes et contre la chosification du corps des femmes

Les systèmes éducatifs et les médias doivent prendre leurs responsabilités dans le processus de changement des mentalités nécessaires pour évincer les violences. Ils ont un rôle majeur à jouer dans la prévention et la sensibilisation. Nous exigeons la responsabilisation des garçons et des hommes dans la prévention des violences faites aux femmes.

Nous revendiquons que l'espace public soit adapté matériellement et symboliquement aux filles et aux femmes pour qu'elles puissent en profiter en toute tranquillité et liberté.

L'accompagnement des victimes

Nous refusons la culpabilisation des victimes de violence et nous voulons qu'elles puissent avoir accès à une écoute non jugeante et inconditionnelle. La responsabilité des violences doit reposer uniquement sur les auteurs.

Nous revendiquons la reconnaissance de l'expertise et le développement de moyens financiers répondant aux besoins des associations actives dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (centres d'accueil, accompagnement, visibilité...).

Nous exigeons la participation obligatoire des professionnel.les (avocats, juges, policiers.ère.s, médecins, gynécologues...) aux formations sur la spécificité des violences de genre.

L'aspect juridique

Nous revendiquons la reconnaissance juridique des féminicides et la prise en compte des impacts des violences sur les enfants des victimes.

Nous exigeons la reconnaissance de la spécificité des violences de genre et de leurs conséquences par les instances juridiques. Nous refusons les délais de prescription dans les cas de violences sexistes et sexuelles.

Les violences et les systèmes de domination

Nous combattons les violences sexistes mais également les violences racistes, classistes et liées à d'autres types de domination qui exposent particulièrement certaines femmes aux violences : les femmes sans-papiers, les femmes sans logement, les femmes exilées, les femmes non-valides, les femmes musulmanes, les femmes juives, les femmes lesbiennes et bisexuelles, les femmes travailleuses du sexe, les femmes racisées, les personnes trans/inter/non-binaires, etc.



Op 8 maart 2019 roepen we alle vrouwen¹ op om hun activiteiten te staken om een sterk signaal af te geven aan de hele samenleving: **“Als vrouwen stoppen, stopt de wereld”**.

Gedurende 24 uur zullen in het hele land verschillende acties en mobilisaties worden uitgevoerd. Dit zijn de eisen van het Collectief 8 Maart. Ze zijn het resultaat van een collectieve constructie die moet worden voortgezet. Het doel is om zowel een stevige als een voldoende brede basis van eisen te bieden om elke groep en collectief in staat te stellen zich deze op zijn eigen manier toe te eigenen.

Laten we onze geliefden mobiliseren, acties organiseren, samen handelen om deze verlangens met al onze kracht uit te dragen!

¹ personen die als vrouw zijn geïdentificeerd en/of zich in deze identiteit herkennen

Werk

Lonen en arbeidsomstandigheden

Wij verwerpen de structurele discriminatie van vrouwen op de arbeidsmarkt, die nog wordt verergerd door bezuinigingen op de begroting. Wij eisen het einde van opgelegd deeltijdwerk en onzekere contracten.

Wij eisen gelijke beloning voor mannen en vrouwen.

Wij eisen ook een collectieve arbeidstijdverkorting zonder loonverlies, met compenserende indienstneming, zonder vermindering van de sociale bijdragen en zonder verheving van het werk. De vermindering van de wekelijkse arbeidstijd kan niet worden gecompenseerd door een verlenging van de duur van het beroepsleven.

Wij verwerpen de berooide pensioenen en de verhoging van de wettelijke pensioenleeftijd.

Wij weigeren de loonschalen te vervangen door een systeem dat gebaseerd is op "productiviteit en competentie".

Wij eisen de herwaardering van de vervrouwelijkte beroepen, hun herkwalificatie en de erkenning van hun pijnlijke aard. Wij eisen ook de vergoeding van stages.

Huishoudelijk en verzorgend werk

Wij weigeren de gendergebonden arbeidsverdeling te aanvaarden, wat inhoudt dat vrouwen vooral in de ondergewaardeerde zorgberoepen (gezondheidszorg, persoonlijke verzorging, onderwijs....) worden aangetroffen en dat zij het grootste deel van het huishoudelijk werk (geestelijke belasting, schoonmaak, huishoudelijke taken, boodschappen doen, voedsel, opslag, onderwijs....) betaald of onbetaald op zich nemen.

Wij eisen de erkenning van het fundamentele belang van reproductief werk voor de samenleving en wij eisen dat dit collectief en egalitair wordt overgenomen. Met reproductief werk bedoelen we werk dat wordt gedaan om de reproductie van de beroepsbevolking te garanderen, werk dat ondergewaardeerd is en hoofdzakelijk gebaseerd op het vrije werk van vrouwen: zorgtaken voor de jongste en oudste, maar ook, binnen en buiten de huiselijke sfeer, organisatorisch en emotioneel werk dat wordt toegewezen en onzichtbaar wordt gemaakt: luisteren, omgaan met emoties en conflicten, mentale werklast in verband met reproductief werk...

We stellen de specifieke uitbuiting van onzekere en/of migrerende vrouwen op het gebied van de zorg voor anderen aan de kaak.

Sociale zekerheid en openbare diensten

Wij eisen openbare diensten (gezondheidszorg, vervoer, onderwijs, administratie, communicatie, huisvesting, sport en culturele infrastructuur) die voor iedereen toegankelijk zijn en in de behoeften van vrouwen voorzien. Wij eisen met name de opening van meer openbare crèches.

Wij willen automatische toegang (zonder administratieve procedure) tot sociale uitkeringen, individualisering van sociale rechten zonder inkomensverlies en toegang tot pensioenen op 60-jarige leeftijd. We willen de erkenning van informeel werk in de toegang tot sociale rechten.

Wij eisen een verhoging van het ouderschapsverlof zonder verlies van loon en met een gelijke verdeling tussen de ouders.

Grenzen

Internationale solidariteit

Wij zijn solidair met alle strijd tegen de uitbuiting en voor de emancipatie van vrouwen die overal ter wereld plaatsvinden. We sluiten ons aan bij de oproep tot internationale feministische stakingen die in 2017 werd gelanceerd door de Argentijnse beweging *Ni una menos* en de *Women's Strike* in de Verenigde Staten.

Vrij verkeer van personen

Wij zijn van mening dat geen enkele migrerende persoon als illegaal mag worden beschouwd. Wij eisen de bescherming, de onvoorwaardelijke opvang en goede omstandigheden van alle verbannen personen.

Wij eisen dat er rekening wordt gehouden met de specifieke situatie van vrouwelijke migranten: wij willen onvoorwaardelijke toegang tot gezondheidszorg, huisvesting, werk en onderwijs.

We eisen de regularisatie van alle mensen zonder papieren, de onmiddellijke sluiting van alle gesloten centra en de beëindiging van gedwongen uitzettingen.

Dekoloniale strijd en anti-imperialisme

Wij weigeren de directe en indirecte (wapenexport) deelname van België aan internationale oorlogen, waarvan vrouwen de eerste slachtoffers zijn. Wij verwerpen ook elke vorm van inmenging en imperialisme in naam van de bescherming van vrouwen en gendergelijkheid.

Wij eisen de effectieve overdracht van de Belgische koloniale geschiedenis (Congo, Rwanda en Burundi) en de sleutelrol die deze heeft gespeeld in de verrijking van België. De expertise van vrouwen uit de Afrikaanse diaspora die betrokken zijn bij de dekoloniale strijd moet worden erkend en gewaardeerd.

Lichaam en seksualiteit

Wij verdedigen onze autonomie en zelfbeschikking. Ons leven, ons lichaam en onze verlangens behoren ons toe.

Discriminaties

Wij zijn tegen een machosysteem en een cultuur die discrimineert op basis van lichaam, huidskleur, genderidentiteit en seksuele geaardheid. Wij willen erkenning en depathologisering van de diversiteit van onze lichamen.

We willen kunnen liefhebben wie we willen, zoals we willen en wanneer we willen. We willen onze seksualiteit vrij kunnen beleven buiten de stereotypen om. Wij willen dat ons lichaam vrij is om te bewegen, te kiezen en te genieten.

Lesbische, biseksuele, transseksuele, interseksuele en niet-binaire vrouwen moeten hun identiteit en seksualiteit vrij kunnen uitdrukken met volledige erkenning van hun seksuele en reproductieve rechten.

Gezondheid

Wij eisen openbare gezondheidsdiensten die voor iedereen toegankelijk zijn, ongeacht de economische status, de rechtmatigheid van de verblijfsstatus in het land, de genderidentiteit en de seksuele geaardheid.

We willen dat medische instellingen zich inzetten tegen obstetrisch en ander geweld op ons lichaam. Wij hebben de nodige informatie nodig vooraleer wij instemmen met een medische ingreep.

Abortus en anticonceptie

Wij eisen dat alle vrouwen, ongeacht hun status, vrije toegang hebben tot abortus.

Wij eisen dat abortus volledig buiten het wetboek van strafrecht valt en zonder voorwaarden of beperkingen (bedenktijd, aantal weken, “staat van nood”, ...).

We willen gratis toegang tot anticonceptie en alle menstruatieproducten toegankelijk maken voor iedereen.

Onderwijs

We verdedigen een seculiere en niet-seksistische opleiding die een genderanalyse in alle disciplines van het leerplan omvat. We willen dat de strijd tegen gender en LGBTQIfobische stereotypen specifiek worden opgenomen in de leerplannen van scholen.

Wij eisen dat het Sensoa-programma² wordt besproken en opgebouwd door organisaties die opkomen voor de rechten en diversiteit van vrouwen en dat alle noodzakelijke steun voor de uitvoering ervan wordt gepland en gefinancierd.

Wij eisen een opvoeding in het seksuele en emotionele leven die volledig is, openstaat voor diversiteit, zelfkennis, respect voor het lichaam aanmoedigt en het concept van toestemming omvat.

We willen preventie van seksueel geweld, soa's³ en ongewenste zwangerschappen op school.

We eisen dat meisjes en vrouwen hun lichaam in alle ruimtes kunnen ervaren en we strijden tegen een geordende verdeling van de ruimtes ten koste van de vrouwenvrijheden.

² Vlaams expertisecentrum voor seksuele gezondheid

³ Seksueel overdraagbare aandoeningen

Ecologie

Geconfronteerd met de ecologische noodsituatie en de milieuschade die vooral vrouwen over de hele wereld treft, stellen we een destructief systeem aan de kaak dat het milieu gebruikt als een aanpassingsvariabele aan het economisch systeem. Wij eisen een krachtig beleid ter bestrijding van de opwarming van de aarde, een ecologisch duurzame en milieuvriendelijke overgang (stoppen met de exploitatie van fossiele brandstoffen en natuurlijke hulpbronnen in het algemeen, afwijzing van productivisme).

Gewelddaden

Wij strijden voor maatschappelijke erkenning van alle vormen van geweld tegen vrouwen en de vele gevolgen daarvan. We hebben het over vrouwenmoorden, seksuele, huishoudelijke, medische, psychologische, economische, op geslacht gebaseerde en meervoudige vormen van intimidatie. We hebben het over de fysieke, psychologische, economische en sociale gevolgen voor de slachtoffers en hun families, met name kinderen. Geweld tegen vrouwen moet worden erkend als een belangrijk maatschappelijk probleem. Het alternatieve document over de tenuitvoerlegging van het Verdrag van Istanbul in België moet als referentiedocument worden gebruikt.

Preventie en bewustwording

De preventie van geweld tegen vrouwen moet deel uitmaken van prioritair overheidsbeleid en investeringen.

Het is essentieel om feministische zelfverdediging, voorlichting rond toestemming en sensibilisering tegen seksisme te ontwikkelen. Wij eisen de invoering van een genderneutraal onderwijsmodel, de strijd tegen genderstereotypen en de commercialisering van vrouwenlichamen.

De onderwijsstelsels en de media moeten de verantwoordelijkheid op zich nemen voor het veranderen van de houding die nodig is om geweld te voorkomen. Zij spelen een belangrijke rol bij preventie en bewustmaking. Wij eisen de verantwoordelijkheidsbesef van jongens en mannen bij de preventie van geweld tegen vrouwen.

Wij eisen dat de openbare ruimte materieel en symbolisch wordt aangepast aan meisjes en vrouwen, zodat zij er in alle rust en vrijheid van kunnen genieten.

Steun voor slachtoffers

Wij verwerpen de schuld van slachtoffers van geweld en wij willen dat zij toegang hebben tot een niet-oordelend en onvoorwaardelijk oor. De verantwoordelijkheid voor het geweld moet uitsluitend bij de daders liggen.

Wij eisen de erkenning van expertise en de ontwikkeling van financiële middelen die tegemoetkomen aan de behoeften van verenigingen die actief zijn in de strijd tegen gendergerelateerd en seksueel geweld (opvangcentra, ondersteuning, zichtbaarheid, etc.).

Wij eisen de verplichte deelname van professionelen (advocaten, rechters, politieagenten, artsen, gynaecologen, etc.) aan opleidingen over het specifieke karakter van gendergeweld.

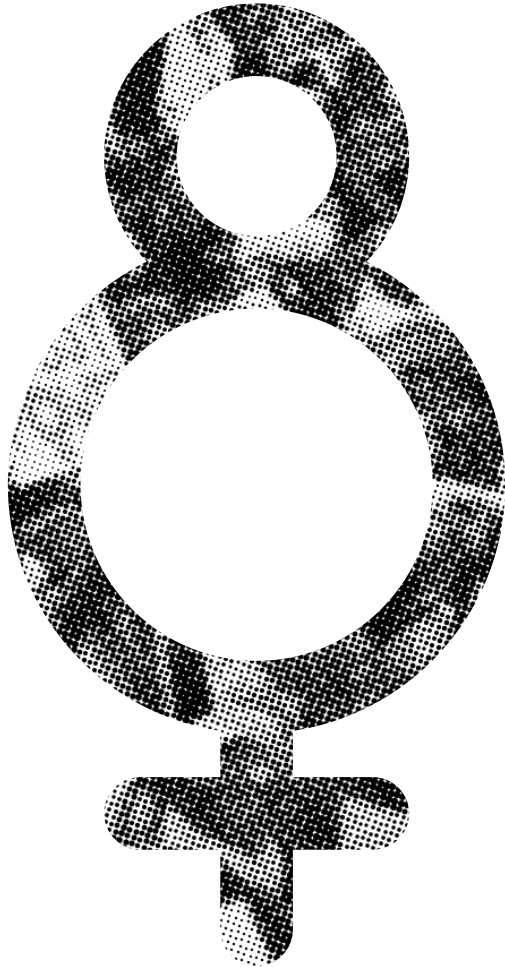
Het juridisch aspect

Wij eisen de wettelijke erkenning van vrouwenmoord en de aandacht voor de gevolgen van geweld voor de kinderen van de slachtoffers.

Wij eisen dat de specifieke aard van gendergeweld en de gevolgen ervan door de juridische autoriteiten worden erkend. Wij verwerpen de verjaringstermijnen in gevallen van gendergerelateerd en seksueel geweld.

Geweld en systemen van overheersing

We bestrijden gendergerelateerd geweld, maar ook racistische, classistische en andere vormen van dominantie die sommige vrouwen in het bijzonder blootstellen aan geweld: vrouwen zonder papieren, dakloze vrouwen, vrouwen in ballingschap, andersvalide vrouwen, moslimvrouwen, joodse vrouwen, lesbische en biseksuele vrouwen, sekswerkers, vrouwen slachtoffers van racisme, trans/interne/niet-binaire mensen, enz.



8maars.wordpress.com
8maart8mars@gmail.com

facebook.com/8maars/